



Taux actuels de **d'émaciation** : 9.5% **retard de croissance** : 22.3% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 7%

Source : Gouvernement égyptien (DHS, 2014)

## Bons résultats

- Egypte : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Egypte : le large accès à des sources d'eau potable améliorées (99.3% en 2017) et à des installations sanitaires améliorées (94.2% en 2017) est à l'origine de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Egypte : 90.3% des femmes de 15 à 49 ans ont rêté vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Egypte : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (99.4% en 2014) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

## Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (2.2% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Egypte : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (5.4% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Egypte : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Egypte : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Sustainable Development Strategy: Egypt's Vision 2030) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Egypte : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/ politique nationale en matière de nutrition.
- Egypte : ce pays n'a pas mis en place de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Egypte : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Egypte : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 62 % des enfants en 2014.
- Egypte : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2.2%	2017	36e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	5.4%	2017	27e ex aequo

**Politiques**

Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2019	21er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2019	29e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	99.4%	2014	3e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Médiocre	2018	25e ex aequo

**Lois**

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Bon	2016	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	37e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	16e ex aequo

**Politiques**

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	62%	2014	25e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	99.3%	2017	1er
Population ayant accès à un assainissement amélioré	94.2%	2017	1er
Visites médicales pour les femmes enceintes	90.3%	2014	28e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2016-2030	34e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Non	2019	33e ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2019	36e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2014	37e ex aequo

**Lois**

Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Largement consacre dans le droit	2019	13e ex aequo
--	----------------------------------	------	--------------

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel